

Questions orales

lorsque celui-ci parlait de la fin des pourparlers, etc. C'est bien mal dépeindre la sagesse de ses propos.

Le gouvernement n'a pas permis à la diplomatie selon Pearson de jouer à fond. En vertu de l'article 42 de la charte des Nations Unies, si le Conseil de sécurité estime que les sanctions se sont révélées inadéquates, il peut recourir à d'autres mesures. Or, notre propre gouvernement n'a pas fait la preuve que ces sanctions n'avaient pas porté fruit.

Un modèle élaboré à l'Université Harvard a démontré que les sanctions contre l'Irak avaient toutes les chances de réussir, notamment par suite de la présence de nombreux pays chargés d'en vérifier l'application; en effet, la baisse de 48 p. 100 du produit national brut de l'Irak se traduit par un coefficient de succès de plus de 85 p. 100.

Le premier ministre a déclaré que les Canadiens avaient maintenant le devoir moral de participer à la guerre. Ce que M. Pearson déclarait au contraire, c'est que les Canadiens avaient le devoir moral d'appuyer à fond toute mesure propre à dissiper les tensions. Qu'on donne donc sa chance à la paix!

* * *

LA CRISE DU GOLFE PERSIQUE

M. Ken James (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour parler de la question qui menace le monde tel que nous le connaissons, à savoir la crise du golfe Persique. Elle lance un défi à chacun d'entre nous, en tant que parlementaire.

D'une manière générale, la crise menace le nouvel ordre international que nous avons essayé si activement d'édifier après la fin de la guerre froide. Elle remet aussi en question radicalement le rôle des Nations Unies comme principal garant de cet ordre.

Cette crise nous met au défi, en tant que parlementaires, d'aller au-delà des vues partisans et de respecter les opinions ainsi que les sentiments de toutes les parties intéressées dans cette question. On ne peut pas dire que quelqu'un détienne tous les renseignements et toutes les réponses. Pourtant à partir de données que nous jugeons instructives et exactes, nous devons finalement formuler notre opinion et prendre position.

Quelle que soit celle-ci, je sais que chacun d'entre nous préfère un règlement pacifique de cette crise. En effet, je garde personnellement l'espoir que la paix puisse encore être réalisée, et je prie le ciel que cela se produise.

Je voudrais saisir cette occasion pour inviter les dirigeants mondiaux à continuer leurs efforts par les voies diplomatiques en vue d'obtenir un règlement pacifique. Il ne faut négliger aucune occasion ni aucune possibilité.

* * *

[Français]

LA CRISE DU GOLFE PERSIQUE

M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur): Monsieur le Président les événements dans le golfe Persique ont, depuis le mois d'août dernier, cheminé inlassablement vers leur fatale échéance du 15 janvier.

La date fatidique est passée, le gouvernement prétend que la diplomatie a échoué et, à l'évidence, il y a une forte possibilité que le conflit qui sévit dans le golfe Persique ne devienne une véritable conflagration.

[Traduction]

En réalité, la guerre aura des conséquences catastrophiques pour les habitants de la région du golfe Persique et des répercussions inimaginables sur la paix internationale et la sécurité mondiale.

Le gouvernement a-t-il tenu compte des vies humaines que nous sacrifierons en participant à cette guerre? De plus, quels programmes sociaux réduira-t-il pour financer notre participation à ce conflit?

Contrairement aux attentes des Canadiens, le gouvernement a été incapable de donner l'exemple. Il a plutôt décidé de suivre aveuglément les Américains et de nous plonger dans un conflit dont personne ne peut prédire l'issue.

Il faut donner le temps aux initiatives de paix et aux sanctions de faire effet.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA CRISE DU GOLFE PERSIQUE

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'adresse ma question au premier ministre.

Dans son discours hier, le premier ministre a fait plusieurs allusions à Lester B. Pearson. Monsieur le Président, j'ai connu M. Pearson et je pense que, s'il était premier ministre aujourd'hui, il chercherait une solution pacifique à cette crise.